

Volet B**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge***19313429***Déposé
02-04-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 04/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0723945345**Dénomination :** (en entier) : **LMDC CONCEPT**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue du Grand Moulin 78
(adresse complète) 4671 Saive**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE
SUCCURSALE)

Extrait de l'acte reçu par Nous Maître Lionel DUBUISSON, Notaire à Liège (deuxième canton), exerçant sa fonction au sein de la société civile à forme de société privée à responsabilité limitée « Catherine JADIN et Lionel DUBUISSON – Notaires Associés », ayant son siège social à 4000 Liège, Rue Ernest Solvay, 29A substituant Maître Gabriel RASSON, notaire à la résidence de Liège, deuxième canton, associé de la société privée à responsabilité limitée "Gabriel RASSON et Benjamine WILKIN, société notariale", ayant son siège à Liège, rue Ernest Solvay, 259, légalement empêché, en date du 2 avril 2019, en cours d'enregistrement, il résulte que Monsieur **LEISTEN** Didier Gérard Eugène, né à Verviers, le sept novembre mil neuf cent septante-huit (NN : 78.11.07-033.17) et son épouse Madame **SCHOONBROODT** Manon Henriette Jeanne, née à Verviers, le dix juin mil neuf cent septante-neuf (NN : 79.06.10-184.53), domiciliés à 4671 BLEGNY (Saive), route du Grand Moulin 78, mariés sous le régime de la séparation des biens en vertu de leur contrat de mariage reçu par Maître Jean Denys, notaire à Flémalle, en date du 25 août 2011, ont constitué une société privée à responsabilité limitée, sous la dénomination de « LMDC CONCEPT » au capital de dix-huit mille six cents euros (18.600,00 EUR) représenté par cent parts sociales sans désignation de valeur nominale, souscrites par lui et libérées à concurrence de six mille deux cents euros (6.200,00 EUR).

Monsieur LEISTEN et Madame SCHOONBROODT, prénommés, ont constitué les statuts comme suit :

« TITRE I. CARACTERE DE LA SOCIETE.**Article 1. Forme - Dénomination.**

La société adopte la forme d'une société privée à responsabilité limitée.

Elle est connue sous la dénomination sociale « **LMDC CONCEPT** ».

Cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie des mots : "Société privée à responsabilité limitée" ou des lettres "S.P.R.L."

Article 2. Siège social.

Le siège social est établi à 4671 Blegny (Saive), Route du Grand Moulin, 78.

Le siège social peut être transféré partout en Belgique, par simple décision de la gérance, à publier aux Annexes du Moniteur Belge. La société, par simple décision de la gérance, peut établir des sièges administratifs, succursales, agences, dépôts et comptoirs, en Belgique et à l'étranger.

Article 3. Objet.

La société a pour objet, pour son propre compte, pour compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, tant en Belgique qu'à l'étranger :

- L'entreprise générale de construction, ceci comprend la rénovation, l'entretien, la transformation, la démolition et de manière générale toutes les activités liées directement ou indirectement à la

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes
ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature.

construction sans que cette liste soit exhaustive ;

- L'analyse, l'étude, la mise en œuvre et l'optimisation des procédés énergétiques notamment dans le domaine immobilier ;
- L'étude énergétique des bâtiments (audit, certificateur énergétique, responsable PEB, analyse par thermographie etc.) ;
- La vente, l'installation, l'entretien, la production et la commercialisation d'énergies renouvelables, plus particulièrement l'énergie produite à partir de panneaux photovoltaïques, éoliennes, etc. ;
- La gestion, la surveillance, la rationalisation et le stockage de l'énergie et plus particulièrement le stockage de l'énergie électrique par batteries ;
- La fabrication de panneaux solaires, photovoltaïques et d'éolienne ;
- La fabrication, le placement et l'entretien d'alarmes, d'appareils de vidéosurveillance et de contrôle d'accès (via claviers numériques, etc.).
- Tous travaux de conception et réalisation de tout équipement nécessaire aux véhicules électriques et à la mobilité générale, ainsi que tous travaux d'installation s'y rapportant, tels que bornes de rechargement, etc.
- L'installation électrique générale domestique, tertiaire ou industrielle ;
- Le tirage de câbles et l'installation d'appareils électriques ;
- L'installation d'éclairage, de force motrice et de téléphonie ;
- La construction ou l'installation de réseaux électriques, de télécommunication et informatiques ;
- L'automatisation et la domotique ;
- L'installation de tout type de chauffage alimenté notamment par l'électricité, le gaz, mazout, bois ou toute autre source de quelque nature que ce soit ;
- L'installation de tout système de ventilation, de climatisation, de cogénération et pompe à chaleur alimentée notamment par aérothermie et géothermie (HVAC) ;
- L'installation de sanitaire et plomberie ;
- Le ramonage de cheminées et tous travaux de toiture ;
- La vente, le placement et l'entretien de châssis en PVC, bois et aluminium ainsi que la vente, la pose et l'entretien de volets, de vitrages et de portes de garage ;
- La vente, l'installation et l'entretien de matériaux permettant le traitement et la purification des eaux ;
- La potabilisation de l'eau de pluie, de nappe phréatique ou de source ;
- Tous travaux de terrassement en général, lagunage, plan d'eau, placement d'unité d'épuration des eaux, égouttage, placement de citerne d'eau de pluie, etc. ;
- Le débouchage et le curage de canalisations ;
- L'achat, la vente, l'organisation, l'importation, le commissionnage, la consultance, l'intermédiation, le courtage et la représentation de tout bien et service notamment nécessaires aux activités décrites ainsi que le commerce ambulant et le commerce par Internet et par correspondance ;
- Effectuer des prestations de services et toutes activités généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à des travaux et services administratifs de bureau, secrétariat général, secrétariat téléphonique, dactylographie de documents, traitement de courrier, secrétariat et/ou télétravail à distance, gestion des agendas, prises de rendez-vous, rédaction de rapports et/ou tous documents particuliers spécifiques au domaine notarial ou autre, établissement de dossiers généraux et/ou particuliers, gestion administrative diverse pour compte de professions libérales ou autres et d'une manière générale toutes activités de soutien aux entreprises, indépendants et/ou particuliers ;
- La société pourra, d'une manière générale, accomplir tous actes de gestion de chambres ou maison d'hôte ;
- La société pourra, d'une manière générale, accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières et autres se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement ;
- Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, similaire ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son activité, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits ;
- La société peut constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux ou se porter caution ;
- Elle peut prêter à toutes sociétés et/ou personnes physiques et se porter caution pour elles, même hypothécairement ;
- La société peut exercer la ou les fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur dans toutes sociétés, quel que soit son objet social ;
- La société pourra exercer toutes activités d'intermédiaire commercial dans les domaines ci-dessus énumérés et dans tous secteurs dont l'activité n'est pas réglementée à ce jour ;
- L'assemblée générale peut, en se conformant aux dispositions du code des sociétés, étendre ou modifier l'objet social.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature.

Article 4. Durée.

La société est constituée pour une durée illimitée ayant pris cours ce jour.
Elle pourra être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

TITRE II. CAPITAL

Article 5. Capital.

Le capital social a été fixé lors de la constitution à la somme de dix-huit mille six cents euros (18.600 euros) représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Article 6. Modification du capital

Le capital social ne peut être augmenté que par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Elle fixe les modalités de cette augmentation.

Les parts à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux associés proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs parts.

Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription. Le délai est fixé par l'assemblée générale.

L'ouverture de la souscription ainsi que son délai d'exercice sont annoncés par un avis porté à la connaissance des associés par lettre recommandée.

Les parts qui n'ont pas été souscrites conformément au précédent alinéa ne peuvent l'être que par les personnes indiquées dans les dispositions légales relatives aux sociétés commerciales, sauf l'agrément de la moitié au moins des associés possédant au moins trois quarts du capital.

Article 6 bis. Appel de fonds

Les versements ultérieurs à effectuer sur les parts souscrites en numéraire sont décidés souverainement par la gérance.

Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des parts dont l'associé est titulaire. La gérance peut autoriser les associés à libérer leurs titres par anticipation, dans ce cas, elle détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Ceux-ci ne sont pas considérés comme des avances faites à la société.

L'associé qui, après un préavis d'un mois signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire à un appel de fonds, doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

La gérance peut, en outre, après un second avis recommandé resté sans résultat pendant un mois, faire racheter par un associé ou par un tiers agréé s'il y a lieu, conformément aux statuts, les parts de l'associé défaillant.

Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû par l'associé défaillant, lequel reste tenu de la différence ou profite de l'excédent s'il en est.

L'exercice du droit de vote afférent aux parts sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Le transfert des parts sera signé au registre des associés par l'associé défaillant ou, à son défaut, par la gérance dans les huit jours de la sommation recommandée qui lui aura été adressée.

En cas d'associé unique-gérant, ce dernier détermine librement, au fur et à mesure des besoins de la société, et aux époques qu'il jugera utile, les versements ultérieurs à effectuer par lui sur les parts souscrites en espèces et non entièrement libérées.

Article 7. Indivisibilité des parts sociales.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutes les parts jouissent donc d'un droit de vote égal à l'Assemblée.

Les parts sociales sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une même part sociale ou si la propriété d'une part sociale est démembrée entre un nu propriétaire et un usufruitier, un créancier gagiste et son débiteur, l'exercice des droits y afférents sera suspendu jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant propriétaire de cette part à l'égard de la société.

Elles sont inscrites dans le registre des parts, tenu au siège social ; il contiendra la désignation précise de chaque associé, du nombre de parts lui appartenant, ainsi que l'indication des versements effectués.

Article 8.

Les présents statuts font titre pour les comparants des parts qu'ils possèdent jusqu'au jour où la

gérance aura, dans un délai maximum de deux mois, établi le registre des parts prévu dans le Code des sociétés, registre qu'elle aura à charge de tenir régulièrement.
A leur demande, il sera délivré aux sociétaires, un certificat nominatif indiquant le numéro d'ordre, le nombre de parts et il sera revêtu du timbre de la société et de la signature d'un gérant.
En cas de modification dans le nombre ou la valeur des parts pour quelque raison que ce soit, ce certificat doit être restitué à la gérance qui, le cas échéant, en délivrera un nouveau.

Article 9. Cession et transmission de parts

Les parts d'un associé ne peuvent, à peine de nullité être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort qu'avec l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois quarts au moins du capital social, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

Toutefois, cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sociales sont cédées ou transmises :

- 1) à un associé;
- 2) au conjoint du cédant ou du testateur;
- 3) à des ascendants ou descendants en ligne directe.
- 4) à d'autres personnes agréées dans les statuts.

Les règles applicables en cas de cession entre vifs s'appliquent en cas de cession par ou en faveur d'une personne morale.

Les cessions ou transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des parts conformément au Code des Sociétés.

TITRE III. GESTION ET CONTROLE.

Article 10. Gérance.

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale, et toujours révocables par elle. L'assemblée générale des associés fixe le nombre des gérants, détermine la durée de leur mandat et à l'étendue de leurs pouvoirs, y compris les pouvoirs de délégation.

S'ils sont plus de deux, les gérants forment un collège; ils délibèrent valablement lorsque la majorité des gérants est présente; les décisions sont prises à la majorité des voix.

Article 11. Vacance.

En cas de vacance de la place de gérant, l'assemblée peut pourvoir au remplacement. Elle fixe la durée des fonctions et des pouvoirs du nouveau gérant.

Article 12. Pouvoirs

Le gérant ou chacun des gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes de gestion, d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Chaque gérant a dans sa compétence tous actes qui ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale et notamment ceux que lesdits statuts confient à la gérance.

Il a le pouvoir de décider toutes les opérations qui entrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut en outre : recevoir toutes sommes et valeurs, ouvrir des comptes en banque et chèques postaux, et en disposer, acquérir, aliéner, hypothéquer, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, sauf par voie d'émission d'obligations, contracter tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement, consentir ou accepter tous gages, investissements, hypothèques, renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre toutes inscriptions d'office, compromettre, transiger, acquérir, traiter, régler l'emploi des fonds de réserve et de prévision, renoncer à toutes prescriptions.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues ou suivies au nom de la société par le gérant.

Aux effets ci-dessus, signer tous actes et procès-verbaux, substituer sous la responsabilité du mandataire, élire domicile et généralement faire le nécessaire.

Article 13. Gestion journalière.

Le gérant pourra soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs d'entre eux, ou à un ou plusieurs mandataires, associés ou non, soit confier la direction des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, soit enfin déléguer des pouvoirs spéciaux, et déterminés, à tout mandataire.

Article 14. Signatures.

Sauf délégation, tous actes engageant la société sont valablement signés par le gérant (ou un des gérants) qui n'a pas à justifier à l'égard des tiers d'une délibération préalable du collège de gestion ou de l'assemblée générale.

Article 15. Emoluments.

Le mandat du/des gérants est rémunéré. C'est l'assemblée qui, à la simple majorité des voix, déterminera le montant des rémunérations fixes ou proportionnelles qui seront allouées aux gérants et portées aux frais généraux, indépendamment de tous frais éventuels de représentation, voyages, et déplacements.

Le mandat des gérants peut être également gratuit.

Article 16. Révocation

La révocation d'un gérant peut être prononcée par une décision de l'assemblée générale prise aux conditions de présence et de majorité requises par la loi.

Article 17. Contrôle et surveillance

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des présents statuts des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un ou plusieurs commissaires.

Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ils portent le titre de commissaire réviseur.

Ils sont nommés pour trois ans au plus par l'assemblée générale des associés à la majorité ordinaire des voix et celle-ci fixe l'époque à laquelle les commissaires sont soumis à réélection.

Toutefois, aussi longtemps que la société ne se trouvera pas dans les conditions où la loi en impose, la société ne sera pas tenue de nommer de commissaire réviseur.

Dans ce cas, chaque associé aura individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires. Les associés pourront à cette fin se faire représenter par un expert-comptable unique, agréé par l'assemblée générale. La rémunération de ce dernier incombera à la société.

TITRE IV. ASSEMBLEES GENERALES.

Article 18. Réunions.

Il est tenu une assemblée générale ordinaire, le deuxième lundi de mars de chaque année, à 17 heures.

L'assemblée générale se réunit extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur demande d'associés représentant le cinquième du capital. Les assemblées générales se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Article 19. Convocation.

Les assemblées générales sont convoquées par la gérance. Les convocations se font par lettre recommandée adressée aux associés, quinze jours au moins avant l'assemblée, sauf dispense expresse des intéressés ou si tous les associés sont présents.

Article 20. Représentation.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire associé ou non; la gérance peut arrêter la formule de procuration et exiger que celle-ci soit déposée au lieu indiqué par elle, cinq jours francs avant l'assemblée.

Article 21. Bureau.

Toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire est présidée par le gérant le plus âgé. Le président désigne le secrétaire et les scrutateurs.

Article 22. Délibération.

Sauf dans les cas prévus par la loi et les statuts, les décisions sont prises quel que soit le nombre des parts représentées, à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article 23. Vote

Chaque part sociale confère une voix.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises quel que soit la portion du capital représenté, à la majorité des voix.

Article 24. Procès-verbaux d'assemblée

Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale sont consignés sur un registre spécial et sont signés par le Président, le secrétaire et les scrutateurs s'il y en a, ainsi que par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par la gérance.

TITRE V. INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS – RESERVES – REPARTITION DES BENEFICES

Article 25.

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Article 26.

Chaque année, la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels.

Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe et forment un tout.

La gérance établit, en outre, et si la loi l'exige, un rapport dans lequel elle rend compte de sa gestion. Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société.

Il comporte également toutes les énonciations prévues dans le Code des sociétés.

Quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée générale ordinaire, ces documents ainsi que les rapports des gérants et du commissaires éventuels, seront tenus au siège social, à la disposition des sociétaires, pour qu'ils puissent en prendre connaissance.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'adoption des comptes annuels et statue ensuite par un vote spécial, sur la décharge à donner aux gérants et au commissaire s'il en est nommé un.

Article 27. Affectation du bénéfice.

Sur le bénéfice net déterminé conformément aux dispositions légales, il est prélevé annuellement au moins un/vingtième pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire quand la réserve atteindra le/dixième du capital social. Il redeviendra obligatoire si pour une cause quelconque, la réserve venait à être entamée.

Le solde restant, après ce prélèvement, recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant à la majorité des voix sur les propositions qui lui seront faites à cet égard par la gérance. La mise en paiement des dividendes a lieu annuellement aux époques fixées par l'assemblée générale.

TITRE VI. DISSOLUTION - LIQUIDATION.

Article 28. Perte du capital

La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un associé.

Si par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater de la constatation de la perte (ou à dater du moment où elle aurait dû être constatée) aux fins de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, sur la dissolution éventuelle de la société ou sur d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

La gérance justifiera ses propositions dans un rapport spécial tenu à la disposition des sociétaires conformément à la loi.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur à un quart du capital social, la dissolution peut être prononcée par un quart des voix émises à l'assemblée.

Si l'actif net est réduit à un montant inférieur au capital minimum légal, tout intéressé peut demander la dissolution de la société au tribunal qui peut accorder un délai en vue de régulariser la situation.

Lorsque l'assemblée générale n'a pas été convoquée conformément au présent article, le dommage subi par les tiers est, sauf preuve contraire, présumé résulter de cette absence de convocation.

En ce qui concerne la définition de l'actif net, il sera déterminé en fonction du Code des sociétés.

Article 29. Dissolution.

En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère conformément à la loi par les soins du gérant agissant en qualité de liquidateur et, à défaut, par des liquidateurs admis par l'assemblée générale. Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus prévus par le Code des sociétés.

Article 30. Répartition de l'actif net.

Après apurement de toutes les dettes, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré non amorti des parts.

Si les parts ne sont pas toutes libérées dans la même proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires, à charges des parts insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des parts libérées dans une proportion supérieure. Le solde est réparti également entre toutes les parts.

TITRES VII. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 31. Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant, commissaire ou liquidateur, fait élection de domicile au siège social où toutes les communications, sommations, significations peuvent lui être valablement faites.

Article 32. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés pour les sociétés privées à responsabilité limitée, auxquelles il n'est pas dérogé explicitement par les présentes, sont réputées inscrites aux présents statuts.

III. DISPOSITIONS FINALES ET / OU TRANSITOIRES.

A l'instant, la société étant constituée, l'associé agit en lieu et place de l'assemblée générale et a pris, à l'unanimité, les décisions suivantes :

1. Premier exercice social

Le premier exercice social sera clôturé le 31 décembre 2020.

2. Première assemblée générale annuelle

La première assemblée générale annuelle se tiendra le 8 mars 2021.

3. Nomination du gérant

Est appelé à la fonction de gérant :

Monsieur LEISTEN Didier, prénommé, qui accepte.

Il aura les pouvoirs prévus dans les statuts.

Son mandat sera gratuit jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

4. Surveillance

La société ne répondant pas aux critères énoncés par la loi, il n'y a pas lieu de nommer de commissaire. »

Pour extrait analytique conforme,

Le Notaire Maître Lionel DUBUISSON, de Liège, en date du 2 avril 2019.